



Extrait du www.acdn.net

<https://acdn.net/spip/spip.php?article410>

L'Iran, une puissance virtuelle

?

- Accueil - Actualités - Autres sources -

Date de mise en ligne : dimanche 8 juin 2008

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Avec l'aimable autorisation de l'auteur et de l'éditeur, nous reproduisons ci-après, *in extenso*, un article déjà paru sur le site de [Confluences Méditerranée](#). Cet article sert d'introduction au N° 65 (Printemps 2008) de la revue du même nom, consacré au même sujet : "*L'Iran, une puissance virtuelle ?*"

Il nous paraît recouper à bien des égards les analyses qui ont motivé les prises de position d'ACDN exprimées ailleurs sur le présent site.

Il n'est plus possible désormais d'aborder les problèmes politiques du Proche-Orient sans prendre en compte le rôle et l'influence de l'Iran que ce soit au Liban, en Syrie, en Iraq ou dans le conflit israélo-palestinien.

L'émergence de ce pays n'est en rien une nouveauté car historiquement la Perse a toujours occupé une place importante dans cette région ; pendant des siècles, les grands équilibres régionaux reposaient avant tout sur les rapports de forces qu'entretenaient ce grand pays et l'Empire ottoman. A une époque plus récente, l'Iran du Shah était un Etat avec lequel il fallait compter mais la perception qu'on pouvait en avoir en Occident était différente de celle d'aujourd'hui puisqu'il était un de ses alliés privilégiés sur lequel les Etats-Unis s'appuyaient pour leur politique dans la région. Dans cette configuration, l'Iran du Shah participait à l'équilibre stratégique du Proche-Orient dans le contexte de la Guerre froide face à l'Union soviétique fortement implantée en Syrie, en Iraq et en Egypte, jusqu'au revirement de Anouar El Sadate au début des années 70.

Cet équilibre a disparu en plusieurs séquences assez proches les unes des autres. D'abord, il y eut la révolution islamique presque immédiatement accaparée par la guerre contre l'Iraq qui allait durer jusqu'en 1988. Ce conflit terrible et dévastateur, qui a neutralisé les deux pays pendant huit ans, a fait le jeu de bien d'autres acteurs sur la scène internationale. L'Occident soutenait l'Iraq pour contrer ce qu'il percevait comme une menace islamiste tandis qu'Israël, qui avait tout intérêt à ce que ce conflit perdure, soutenait l'Iran en sous-main pour contribuer à abattre le régime de Saddam Hussein considéré comme son ennemi potentiellement le plus dangereux ; c'est d'ailleurs au tout début de cette guerre que le gouvernement de Begin fit détruire par son aviation la centrale nucléaire d'Osirak (en 1981).

Ensuite, il y eut la première guerre du Golfe, en 1992, qui a commencé à changer, en profondeur, la donne stratégique ; l'Iraq en est sorti très affaibli avec une réduction considérable de ses capacités militaires, un abandon forcé de ses programmes d'armes de destruction massives et la perte de la maîtrise de son espace aérien étroitement surveillé par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Enfin, moins de dix ans plus tard (en mars 2003), l'invasion de ce pays par les Etats-Unis a ouvert une étape majeure dans la recomposition des équilibres stratégiques de la région. Sous le choc, le régime de Saddam Hussein s'est effondré tandis que la société iraquienne se fissurait en de multiples fragments suivant les vieux clivages ethniques et communautaires (sunnites, chiïtes et kurdes) qui n'avaient, en fait, jamais été dépassés

Même si les violences semblent moins dramatiques en 2008 que les années précédentes, les problèmes de fond demeurent et il faudra beaucoup de temps avant que l'Iraq ne retrouve son unité si jamais il y parvient un jour. Cela paraît d'autant plus difficile que ce pays, créé de toutes pièces en 1920 par les Britanniques après un marchandage de frontières avec la France, n'a jamais connu de véritable unité nationale autre que celle - fictive et illusoire - imposée par la guerre et la violence extrême d'un appareil d'Etat capable de toutes les horreurs contre sa propre population : arrestations arbitraires, assassinats ciblés, massacres sur une grande échelle, déportations, utilisation

d'armes chimiques...

Désormais, avec l'effondrement de l'Iraq, l'Iran n'a plus de rival arabe capable de s'opposer à sa puissance potentielle dans cette partie du Moyen-Orient. C'est comme si l'équilibre qui avait toujours existé entre l'Empire ottoman et la Perse disparaissait dans la mesure où l'Iraq pouvait, vis-à-vis de Téhéran, tenir le rôle qui fut jadis celui de la Sublime Porte.

Le bouleversement qui s'amorce est donc considérable puisque l'Iran débarrassé, malgré lui, de son rival historique et fort de ses immenses réserves de pétrole et de gaz peut, à terme, s'affirmer comme la grande puissance de la région. Les premiers sans doute à avoir compris la portée de ces changements décisifs sont les Israéliens qui, dès le lendemain de la première guerre du Golfe, ont commencé à beaucoup s'intéresser au devenir de l'Iran.

C'est par rapport à ces nouvelles perspectives qu'il convient de situer la volonté de Téhéran de se doter de la technologie nucléaire [1], en reprenant en partie le projet déjà porté par le Shah et qui avait été abandonné par le nouveau régime. Selon le discours officiel, cette démarche ne servirait que des objectifs scientifiques et techniques pour développer la recherche et mettre en œuvre un programme électronucléaire qui, à terme, permettrait d'utiliser autrement une partie des revenus du pétrole. Cette argumentation n'a convaincu ni les Etats-Unis, ni l'Union européenne, ni la Russie, ni la Chine et ce d'autant moins que ce programme d'enrichissement et de retraitement resté secret n'a été découvert qu'en 2002 à la suite des révélations faites par les Moudjahidines du peuple et confirmées très vite par l'AIEA. La communauté internationale n'aurait sans doute pas eu les mêmes soupçons si les Iraniens avaient joué le jeu de la transparence dès le début.

L'accord de Paris remis en cause

Toujours est-il que depuis cette date le bras de fer entre l'Iran et l'AIEA puis le Conseil de sécurité n'a pas cessé ; le conseil des gouverneurs de l'AIEA a adopté plusieurs résolutions successives à partir de septembre 2003 pour appeler Téhéran à faire preuve de transparence et suspendre les activités en cause.

En octobre 2003, lors d'une visite dans la capitale iranienne des trois ministres des Affaires étrangères (français, britannique et allemand), l'Iran s'était engagé à coopérer avec l'AIEA, à signer [2] et à mettre en œuvre un protocole additionnel renforçant les possibilités d'inspection et à suspendre l'enrichissement et le retraitement. L'accord de Paris par lequel l'Iran s'engageait à arrêter ces activités a été remis en cause en août 2005, au lendemain de l'arrivée au pouvoir de Mahmoud Ahmadinejad.

C'est pourquoi le conseil des gouverneurs de l'AIEA a décidé, en février 2006, de saisir le Conseil de sécurité des Nations unies qui, quelques semaines après, adoptait une déclaration présidentielle réaffirmant les demandes de l'AIEA. L'Iran ne tint aucun compte de cette déclaration puisque le gouvernement annonçait dès le mois d'avril qu'il faisait fonctionner avec succès une unité de 164 centrifugeuses d'uranium à Nantaz. Réunis à Vienne en juin 2006, les ministres des Affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et de l'Allemagne auxquels s'était joint le représentant de l'Union européenne sont parvenus à un accord sur un nouvel ensemble de propositions visant à résoudre le problème en donnant aux Iraniens la possibilité de poursuivre un programme nucléaire pacifique avec l'aide de la communauté internationale en échange de leur acceptation des demandes formulées par l'AIEA.

En appui à ces propositions, le Conseil de sécurité a adopté le 31 juillet 2006 une résolution (1696) qui « endosse » l'offre, demande « une coopération complète avec l'AIEA » et rend « obligatoire la suspension des activités sensibles ». Fin août, M. El Baradei, directeur général, de l'AIEA remettait un rapport aux Nations unies indiquant que le programme nucléaire iranien n'était toujours pas en conformité avec la résolution 1696. Dans ces conditions, et

comme il l'avait annoncé, le Conseil de sécurité se saisit à nouveau du problème pour adopter une nouvelle résolution beaucoup plus contraignante pour imposer des mesures dont la mise en oeuvre et l'exécution ont un caractère obligatoire à l'égard de tous les Etats membres puisqu'elle s'appuie sur l'article 41 du chapitre VII de la Charte. Ces mesures comportent notamment un embargo général à l'égard des « matières, équipements, biens et technologies... susceptibles de contribuer à l'enrichissement, au retraitement ou à l'eau lourde ou à la mise au point de vecteurs d'armes nucléaires » et une série de sanctions très précisément ciblées.

Devant le refus iranien de se plier à ces exigences, le Conseil adopta alors à l'unanimité la résolution 1747, le 24 mars 2007, qui introduisait de nouvelles mesures visant à pousser l'Iran à privilégier la négociation. Une semaine plus tard, l'Iran faisait savoir qu'il n'était plus engagé par certaines dispositions de ses accords avec l'AIEA et, en avril, le président Ahmanidejad annonçait que le programme d'enrichissement était entré « dans une phase industrielle ». Depuis, malgré de multiples discussions dans les différentes instances internationales, rien de fondamental n'a bougé dans ce dossier. D'où une nouvelle résolution du Conseil de sécurité le 3 mars 2008 qui renforce encore les sanctions. La réaction iranienne ne s'est pas fait attendre puisque dès le lendemain de son adoption, l'ambassadeur iranien aux Nations unies, relayé sans la moindre nuance critique par les médias du pays, estimait que ce texte était « injuste et irrationnel » tandis que Mahmoud Ahmanidejad déclarait que « cette résolution anti-iranienne allait entamer la crédibilité du Conseil de sécurité ». Un éditorial de la presse iranienne paru dans Iran Times résume bien la ligne officielle : après s'être étonné que ce texte tombe quelques jours après que le dernier rapport de l'AIEA se soit montré plutôt ouvert aux thèses iraniennes, le journaliste estime que les pays occidentaux ont utilisé certains de ses « aspects négatifs » pour faire pression sur le Conseil de sécurité et pénaliser l'Iran ; et il conclut ainsi : « Alors que va-t-il se passer maintenant ? Rien ne va détourner notre pays de continuer dans la voie d'un programme nucléaire pacifique ».

Sortir de l'alternative bombardeur-bombardé

Le vice-ministre des Affaires étrangères que j'ai rencontré à Téhéran à ce moment-là m'a longuement expliqué que les sanctions ne gênaient pas l'Iran et que, de toutes façons, le Conseil de sécurité ne pourrait guère aller plus loin dans cette voie sans rencontrer l'opposition de la Russie et de la Chine. Cette position officielle ne reflète sans doute pas tout à fait une réalité beaucoup plus contrastée d'autant qu'il faut distinguer les sanctions votées par le Conseil de sécurité de celles que les Etats-Unis ont mis en place de manière unilatérale dans le secteur financier en persuadant de grandes banques de ne plus collaborer avec leurs homologues iraniennes. Ces sanctions financières gênent incontestablement l'économie iranienne en empêchant ses entrepreneurs de s'insérer normalement dans le circuit bancaire international. Comme ils ne peuvent plus traiter directement, ils doivent recourir à des intermédiaires, ce qui rallonge les circuits et rend plus chères les transactions. Cela affecte beaucoup le secteur privé, par ailleurs déjà assez fragile. S'il est difficile d'évaluer la portée de ces décisions, il est clair qu'elles pèsent et pèseront davantage encore dans les mois qui viennent sur le pays, ce qui ne veut pas dire sur le régime lui-même. Et c'est toute l'ambiguïté de ce type de politique déjà mise en oeuvre ailleurs et il n'y a pas si longtemps de manière infiniment plus drastique contre l'Iraq. On l'a peut-être oublié mais l'embargo qui pendant des années a pris ce pays en tenaille a touché gravement des pans entiers de la population sans pour autant affecter le régime qui s'en est très bien accommodé. Les sanctions touchant directement la sphère nucléaire seront sans doute aussi efficaces pour ralentir le programme nucléaire d'autant que les circuits clandestins qui avaient permis à l'Iran d'avancer sont mieux connus et donc sans doute mieux surveillés même si, par définition, les réseaux clandestins savent s'adapter aux retournements de situation comme a su le faire, pendant des années, celui du docteur Khan.

Quoi qu'il en soit la communauté internationale n'a pas d'autre choix que de continuer cette politique pour obliger Téhéran à négocier dans la transparence ; compte tenu de l'importance des concessions et des coopérations qu'elle est prête à faire, l'Iran aurait sans doute tort de continuer à tenir ce discours radical qui ne peut que l'isoler davantage encore ; même la Russie a insisté très fortement auprès de l'Iran pour que les termes des résolutions des Nations unies soient mis en oeuvre. La négociation est la seule voie possible pour ne pas s'enfermer dans cette alternative où le choix ne serait plus qu'entre un Iran doté de la bombe ou un Iran bombardé pour reprendre la

formule du président Sarkozy. Un Iran bombardé plongerait certainement la région dans un indescriptible chaos d'autant que Téhéran aurait bien des possibilités de représailles. Un Iran doté de la bombe aurait de graves conséquences sur le régime de non-prolifération qui ne s'en relèverait sans doute pas et sur Israël qui verrait ainsi disparaître son monopole nucléaire dans la région.

Un discours rideau de fumée

Il se joue dans cette affaire difficile une sorte de partie de poker international où les postures et les discours des acteurs semblent peser plus lourd que la réalité des jeux dont chacun dispose vraiment. Et de ce point de vue, on peut penser que le discours radical et populiste du président iranien n'est pas en phase avec les moyens réels dont il dispose. Il y a probablement dans son attitude une part de bluff qui peut en fait très mal tourner. On a en effet l'impression que ce discours provocateur est au moins autant à destination de son opinion publique, et sans doute aussi de la rue arabe, que de la communauté internationale. Il provoque comme s'il avait la conviction que les menaces contre l'Iran resteront purement verbales. Or aujourd'hui tout porte à croire que l'Iran n'a pas les moyens de ce jeu dangereux. Son armée autant qu'on puisse le savoir n'a certainement plus les moyens qu'elles pouvaient avoir jadis, et surtout sur le plan économique, même si c'est un pays riche en pétrole, les choses vont mal avec une inflation qui tourne autour de 20 % et un chômage important qui touche beaucoup de jeunes [3].

On peut ainsi penser que le discours enflammé du président iranien est une manière de tenter de faire oublier l'échec du régime sur le plan économique et social. Ce qui peut le conforter dans cette attitude et aggraver encore les risques d'une telle posture sur le plan international. Dès lors, on voit bien l'une des contradictions majeures de cette crise : l'Iran se comporte comme une puissance régionale alors qu'elle n'est sans doute aujourd'hui encore qu'une puissance virtuelle disposant beaucoup plus d'un pouvoir de nuisance que d'une véritable capacité d'influence.

Mars 2008

Notes

1. Tariq Khaïtous, Nucléaire iranien, ce que veut véritablement Téhéran, *Confluences-Méditerranée*, n° 60.
2. La signature a eu lieu en décembre 2003 mais l'accord n'a toujours pas été ratifié.
3. Sepideh Farkhondeh, *Société civile en Iran, Mythes et réalités*. L'Harmattan, 2008.